



**Arrêté n°2022-DCL-BENV-602**  
**modifiant l'arrêté préfectoral n°05-DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005 autorisant la**  
**société MOUSSET à exploiter une carrière sur le territoire de la commune des**  
**HERBIERS au lieu-dit Landraudière**  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 encadrant les carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°05-DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005 autorisant la société CARRIERES MOUSSET à exploiter une carrière sur le territoire de la commune des Herbiers au lieu-dit Landraudière ;

**VU** la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société CARRIERES MOUSSET le 4 février 2022 concernant l'extension du périmètre autorisé par l'arrêté susmentionné du 16 décembre 2005 et le dossier joint ;

**VU** la dispense d'étude d'impact formulée par arrêté n° 2022-DCL-BENV-302 du 7 mars 2022 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 mai 2022 ;

**VU** le courrier adressé le 11 mai 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**VU** l'absence de remarque de l'exploitant ;

**Considérant** que le projet, qui consiste en l'extension de +0,5 ha sur 22,41 ha autorisé :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 au vu de l'avis du 7 mars 2022 ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis les éléments permettant d'attester de la maîtrise foncière des parcelles ajoutées et de l'avis du propriétaire et du maire concernant la remise en état de ces parcelles ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites / du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### Article 1. Identification

La société CARRIERES MOUSSET, dont le siège social est situé aux Lombardières à ESSARTS EN BOCAGE, doit pour la carrière de Landaudière exploitée sur la commune des HERBIERS respecter les prescriptions du présent arrêté.

### Article 2. Modification des prescriptions au vu des actes administratifs antérieurs

Les modifications du présent arrêté modifie dans les conditions suivantes les prescriptions des actes administratifs antérieurs :

Acte modifié	Article	Thématique	Nature de la modification	Article du présent arrêté
AP n° n°05-DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005	1.2	Classement ICPE et IOTA	Mise à jour	3.1
		Modification du périmètre autorisé	Modification	3.2
		Surface autorisée	Modification	
	2.1	Textes généraux	Mise à jour (dores-et-déjà applicable)	3.4
	4.5.3	Retombée de poussières	Abrogation et mise à jour des prescriptions applicables (dores-et-déjà applicables)	3.5
	6.1	Garanties financières	Mise à jour	3.6
	Annexe 2	Plan de remise en état	Modification du plan	3.8 et ANNEXE 1
		Installations soumises à enregistrement	Ajout (dores-et-déjà applicable)	3.3
		Déclaration annuelle GERP	Ajout (dores-et-déjà applicable)	3.7

### Article 3. Prescriptions complémentaires

#### Article 3.1. Classement ICPE

Le classement mis à jour est le suivant au titre ICPE :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques actuels	Régime*	Portée des modifications
2510-1	<b>Carrière</b> ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	(sans seuil) Production moyenne : 300 000 t/an Production maximum : 500 000 t/an	A	Périmètre modifié de +0,5 ha.
2515-1	<b>1. Installations de broyage, concassage, criblage</b> , ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	800 kW	E	Pas de modification. (antériorité demandée – intitulé modifié par décret du 22 octobre 2018)
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> .	45 000 m <sup>3</sup>	E	Pas de modification. (antériorité demandée – intitulé modifié par décret du 6 juin 2018)

\*A : autorisation, E : enregistrement, D : Déclaration, DC : déclaration avec contrôle (hors site classée A et E – R.512-55 du code de l'environnement)

#### Article 3.2. Périmètre modifié

Le tableau de l'article 1.2 de l'arrêté n°05-DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005 indiquant le parcellaire autorisé est remplacé par le tableau suivant :

Commune des Herbiers – Lieu-dit Landraudière	
Section D	269, 270, 514 à 517, 522, 581 à 596, 1294 à 1297, 1620 à 1624, 1635, 1638, 1639, 1641, 1696, 1699, 1700, 1702, 1714, 1835, 1837, 1847 et 1963
Section ZE	24, 25, 27, 32, 33, 38pp, 39, 47, 214, 211, 215, 226, 231, 234, 236, 238, 239, 240, 246

La superficie cadastrale totale de ces parcelles est de 22 ha 92 a 14 ca.

#### Article 3.3. Texte complémentaire s'appliquant à l'installation (enregistrement)

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales ci-dessous s'appliquent aux installations suivantes :

Arrêté ministériel	Installations soumises à Enregistrement	Dérogations à l'arrêté
Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »	Installations primaires à tertiaires, fixes et mobiles, concourant au traitement des matériaux et des déchets inertes.	Dérogations relatives aux installations au sein d'une carrière.  Le suivi environnemental est réalisé dans les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation.

### Article 3.4. Textes généraux

L'article 2.1 de l'arrêté n°05-DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005 est remplacé par les prescriptions ci-dessous :

« Sans préjudice des prescriptions des actes pris pour encadrer l'exploitation de l'installation, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des textes suivants :

Références des textes	Critères d'application
Arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.	carrière
Arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.	carrière
Arrêté ministériel du 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.	carrière
Arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.	II de l'art.12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994
Arrêté ministériel du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.	Extensions postérieures au 23/01/97
Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.	- déchets produits sur le site - AM du 12/12/2014 susmentionné (remblaiement)
Arrêté ministériel du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.	BSDD CERFA n°12574*01
Arrêté ministériel du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.	Carrière
Arrêté ministériel du 27/10/2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.	L.511-1 code de l'environnement

Références des textes	Critères d'application
Arrêté ministériel du 11/03/2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.	ICPE

»

### **Article 3.5. Retombées de poussière et plan de surveillance**

#### *Article 3.5.1. Prescriptions antérieures*

L'article 4.5.3 relatif à la surveillance sur l'environnement des retombées de poussières de l'arrêté n°05-DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005 est abrogé.

#### *Article 3.5.2. Composition du Plan de surveillance*

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (type a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (type b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (type c).

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### *Article 3.5.3. Suivi des retombées de poussières*

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois selon la norme NF X 43-014.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en  $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ .

l'objectif à atteindre est de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 3.5.5, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur de  $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$  prévue au paragraphe précédent et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

#### *Article 3.5.4. Suivi des conditions météorologiques au droit du site*

Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques présentes au moment des campagnes de mesures. En l'absence de plan de protection de l'atmosphère, l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo

la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques est possible.

#### **Article 3.5.5. Bilan des mesures de poussières**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de la valeur de retombées de poussières, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante dans le cadre de la campagne GEREPP prévue à l'article 3.7 du présent arrêté.

#### **Article 3.6. Garanties financières**

Les montants des garanties financières pour les phases restant à couvrir mentionnées au <sup>(1)</sup> de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2005 sont les suivants :

Phase restant à couvrir	4	5	6
Montant (€ TTC) actualisé	137 610	99 700	70 360

Ces montants sont calculés avec le TP01 : 116,4 (sep. 2021) et une TVA à 20 %.

Ces montants sont actualisés dans les conditions prévues au <sup>(2)</sup> de l'article l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2005. Depuis le 1er octobre 2014, l'indice TP01 à prendre en compte pour l'actualisation des garanties financières est l'indice « TP01 base 2010 » multiplié par 6.5345, arrondi à la décimale.

#### **Article 3.7. Enquête annuelle (GEREP)**

Avant le 31 mars de l'année (n+1), l'exploitant transmet un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente (n), et une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations...), en complétant le site Internet mis en place par l'inspection des installations classées. Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

#### **Article 3.8. Remise en état**

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°05 - DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005, mentionnée à son article 5.2, est remplacée par le plan de l'ANNEXE 1 du présent arrêté.

#### **Article 4. Dispositions administratives**

##### **Article 4.1. Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 4.2. Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 4.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.


L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

#### **Article 4.4. Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **20 MAI 2022**

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée  
**Anne TAGAND**





## ANNEXE 1 Plan de remise en état

Le plan de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°05-DRCLE-1-651 du 16 décembre 2005 est remplacée par le plan suivant :

